

Extrait du CGT Crédit Agricole

http://www.cgtca.net/article.php3?id_article=396

Négociation Salaire 2017

- Actualité - Salaires -

Date de mise en ligne : samedi 28 janvier 2017



Description :

A lire : les analyses et justifications des revendications portées par la CGT en séance le 26/01/2017.

CGT Crédit Agricole

Sommaire

- [Des constats](#)
- [Une question](#)
- [La réalité des salariés CA \(…\)](#)
- [Au Crédit Agricole, les \(…\)](#)
- [La CGT réclame nbsp;](#)
- [Poids du Salaire de base \(…\)](#)
- [Relance Economique - le \(…\)](#)
- [Salaire, toutes ses composante](#)

Nous vous avons envoyé ce matin une version chiffrée des échanges que nous avons eu avec vous lundi mais nous souhaitons vous faire part de nos analyses des éléments financiers que vous nous avez présentés et de quelques explications au regard de nos revendications chiffrées.

Nous voulons redire ici que le point de départ de nos revendications salariales repose sur l'analyse des besoins des salariés pour mener une vie décente sur nos territoires, puis sur les moyens dont dispose l'entreprise et qui sont le fruit du travail collectif des salariés, enfin nos propositions prennent en compte le niveau de qualification et de responsabilité de chacun pour une répartition équitable.

Des constats

Nous démontrions en 2016 que **en dessous de 2150 euros net par mois un salarié isolé ne peut couvrir l'ensemble des besoins de sa famille sans avoir recours à de l'assistance.**

Nous sommes régulièrement confrontés à de jeunes salariés contraints de vivre en collocation parce que leur salaire au Crédit Agricole ne leur permet pas de financer leur propre « chez soi ».

Il nous arrive aussi de découvrir qu'un collègue se rend en toute discrétion au Restau du Coeur pour y chercher un, et parfois deux paniers, de fin de mois.

D'autres baissent le chauffage pour boucler les fins de mois, d'autres encore ne partent en vacances que par la fenêtre internet.

Une question

Nous ne cherchons pas là à vous émouvoir, nous voulons seulement que chacun s'interroge : **est-il normal qu'au 21eme siècle, une femme ou un homme qui travaille dans l'une des plus grandes banques françaises ne parvienne pas à vivre de manière indépendante et décente ?**

La CGT considère que les salariés du Crédit Agricole, entreprise mutualiste, solidement implantée, qui réalise, dans un contexte économique difficile de beaux résultats, doivent pouvoir vivre décemment de leur travail, avec leur seul salaire.

La réalité des salariés CA au travers des chiffres donnés par la Direction

Les données que vous nous présentez montrent une rémunération conventionnelle et extra-conventionnelle, nette mensuelle, (RCE/RCP RCI REC RCCR et autres primes) **bien en dessous des 2150 euros nécessaires**, avec seulement :

- ▶ 1706 Euros nets mensuels en classe I
- ▶ 2009 Euros nets mensuels en classe II.

C'est près de 50% des salariés concernés.

C'est aussi les effectifs les plus féminisées avec respectivement 70 et 65% de femmes en classe I et II.

D'ailleurs, sur le sujet de l'égalité salariale, il n'existe aucune position de classification où les moyennes des rémunérations conventionnelles des femmes ne sont pas inférieures à celles des hommes !

Et pour 10 positions de classification sur 16, l'écart est supérieur à 2% [1].

Comme il n'existe qu'une seule grille conventionnelle pour le salaire de base, c'est donc bien le morcellement de la rémunération et les attributions dites « au mérite » qui conduisent à ces inégalités.

La reconnaissance de l'expérience acquise doit être faite de manière égalitaire, la CGT réclame une augmentation de 2% par an à ce titre et des mesures pour corriger les écarts de salaire entre les femmes et les hommes.

Au Crédit Agricole, les moyens existent

Concernant les moyens disponibles, force est de constater que en 2016, dans un contexte économique atone, dans un contexte de restructuration capitalistique coûteux pour les caisses régionales [2], les résultats ont été bons, ils étaient déjà très bons en 2015.

Ces résultats sont le fruit d'un travail collectif des salariés.

Et cette richesse produite n'a cessé de croître depuis 20 ans, même la crise financière n'est dans cette progression qu'une très légère dépression qui n'altère pas la progression.

Ainsi la richesse produite dans les caisses régionales en 20 ans a presque doublé.

Donc les moyens existent et la richesse produite doit être partagée plus équitablement.

Dans cette richesse produite, la part des Salaires est passée de 41 à 29%.

En intégrant participation et intéressement pour parler comme vous de « Rétribution Globale », la part de la rétribution globale est passée de 44 à 34%.

Pour redonner au Salaire de base, le poids qu'il avait en 1996, il vous faudrait aujourd'hui augmenter le salaire de tous les salariés de 625 Euros NET (!) sur 13 mois. La CGT n'en réclame pas autant !!

La CGT réclame :

Nous réclamons :

- ▶ une augmentation importante de tous les salaires inférieurs à 2150 Euros net mensuel pour atteindre rapidement cette cible :
 - soit 600 Euros bruts mensuels pour les niveaux A à F
 - ▶ une augmentation significative pour les 3 niveaux suivants :
 - 400 Euros bruts mensuels pour les niveaux G et H
 - 300 Euros bruts mensuels pour le niveau I
 - ▶ une augmentation plus relative pour le niveau J, mais une augmentation qui participe de la richesse supplémentaire produite
 - 150 Euros bruts mensuels pour le niveau J

Poids du Salaire de base au CA - rétribution Globale

Au travers du projet "Rétribution Globale" vous prétendez vouloir redonner du poids au salaire de base et vous nous montrez que l'écart entre le poids du salaire de base au CA et celui du marché s'est encore creusé en 2016.

Selon vous, l'augmentation de l'intéressement/participation en serait la cause.

Mais vous semblez oublier qu'un lien étroit existe entre salaire, résultat, intéressement et participation : moins le salarié a de salaire, plus les résultats sont élevés et plus l'intéressement et la participation augmentent.

Vous devez apporter votre contribution aux objectifs du chantier Rétribution Globale en augmentant le salaire de base de manière significative.

Relance Economique - le CA a un rôle à jouer

Vous évoquez sans cesse : le contexte économique atone, une collecte qui progresse peu.

Mais vous détenez un immense pouvoir sur le contexte économique !

Avec 65 000 foyers dont la consommation dépend de vous !!

L'augmentation significative des salaires les plus bas contribuera à la relance économique attendue par les entreprises et par vous.

Salaire, toutes ses composantes : le salaire socialisé

Enfin, nous voulons parler Salaire dans toutes ses composantes, salaire direct et salaire socialisé.

Le salaire socialisé, ce sont TOUTES les cotisations sociales, c'est la partie moins visible du salaire, mais c'est pleinement une part du salaire gagnée par le salarié grâce à son travail, calculée, affichée, versée (ou pas) par l'employeur aux organismes sociaux.

Concernant ces cotisations sociales et les exonérations dont bénéficie le Crédit Agricole, votre réponse à nos demandes répétées est maintenant claire, vous refusez de communiquer ces chiffres.

Nous touchons probablement là aux limites de la transparence et du dialogue social.

Les cotisations sociales sont une part importante du salaire de chaque salarié, une part supérieure au salaire net. Cela paraît énorme !!

Mais que de choses financées grâce à notre travail : remboursement des médicaments, des visites médicales, versement des allocations familiales, versement des retraites ? Pas seulement !

Il y a aussi le financement complet des hôpitaux : salaires du personnel soignant, entretien des locaux, équipements des blocs opératoires, versement des indemnités journalières, réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles.

Mais c'est encore bien plus que cela en matière de santé !

Parce la santé de chacun de nous dépend de l'état sanitaire de la société et cet état sanitaire est directement dépendant de la possibilité d'accéder à des soins de qualité par tout un chacun et cette qualité des soins, les progrès de la médecine sont directement liés au nombre de cas rencontrés et soignés.

Nous prenons là, toute la mesure de l'importance du salaire socialisé, toute l'importance des cotisations sociales !!

Ainsi l'exonération de cotisations sociales consentie à l'employeur est une baisse de salaire proposée par le législateur pour abaisser le coût du travail, réduire « les charges qui pèsent sur l'entreprise » mais l'employeur peut y renoncer et l'entreprise mutualiste qui réalise des milliards de profits devraient y renoncer.

Face à un chômage de masse et à une recherche constante d'abaissement du prix du travail, la privatisation

de l'assurance santé se heurtera bien vite aux limites des porte-monnaie.

En revanche, la dégradation de l'état sanitaire de notre société n'aura pas de limite si nous n'y prenons collectivement garde !

Les virus et bactéries ne s'arrêtent pas obligatoirement à la porte des riches assurés.

Vous comprendrez mieux maintenant notre insistance à voir verser l'intégralité du salaire socialisé de chaque salarié.

La CGT est prête à négocier une augmentation de salaire en partie portée par votre renoncement à tout ou partie des exonérations de cotisations sociales.

Bien sûr en toute transparence ...

De la même manière, des crédits d'impôts (CICE, CIR ...) sont versés pour favoriser le recrutement et l'investissement productif : ce sont des millions d'euros d'aide au seul service de la compétitivité qui pourraient aussi contribuer davantage à l'emploi !

[1] pour la direction en dessous de 2% l'écart n'est pas significatif

[2] EUREKA rachat des participations de CASA au prix fort et emprunt obligatoire